

Israël: le ministre Ben Gvir présente son plan pour vider Gaza de ses habitants palestiniens

Figure de l'extrême droite israélienne, Itamar Ben Gvir, mène une campagne électorale d'une très grande violence pour les législatives du 27 octobre 2026. Au cœur de son programme, il milite notamment pour octroyer davantage d'armes aux Israéliens juifs et pour appliquer la peine de mort pour les Palestiniens accusés de terrorisme. Et jeudi 3 septembre, le ministre de la Sécurité intérieure a présenté un plan visant à vider la bande de Gaza de sa population israélienne.

RFI 04/09/2026



Le ministre israélien de la Sécurité nationale, Itamar Ben Gvir, prie au mur des Lamentations, dans la vieille ville de Jérusalem, le 22 juillet 2026. © AP Photo/Ohad Zwigenberg
Par : [RFI](#)

Le plan d'Itamar Ben Gvir, long de 20 pages, prévoit le départ de 250 000 Palestiniens de [Gaza](#) la première année, puis de 1,8 million en sept ans. Son parti Otzma Yehudit (« Force juive ») promet à ceux qui accepteraient de partir des aides et un logement, explique notre correspondante à Jérusalem, **Frédérique Misslin**.

« *Au lieu de creuser des tunnels, il est temps de faire les valises* », a lancé avec violence le ministre de la Sécurité intérieure, pilier de la coalition au pouvoir en [Israël](#). Le dirigeant d'extrême droite, qui tient régulièrement des propos racistes, affirme par ailleurs que plusieurs pays sont prêts à accueillir ces Palestiniens, sans préciser lesquels.

« *De force, non* »

Karine Hattab, responsable de la campagne d'Otzma Yehudit pour la section francophone, assure que personne ne sera contraint de quitter Gaza : « *On est évidemment pour que les Gazaouis qui veulent partir de Gaza de leur propre chef puissent partir et qu'on puisse les aider à partir. De force, non.* » Elle ajoute cependant que **les Gazaouis n'auront pas le choix** : « *Il n'y aura peut-être pas assez de place pour eux.* » Selon Karine Hattab, « *ce sera compliqué* » pour Israéliens et Palestiniens de coexister dans le même territoire. Il en va de « *notre sécurité* », insiste-t-elle.

Le déplacement forcé de populations civiles constitue un crime de guerre au regard du droit international. Quelque 73 000 Palestiniens ont été tués par l'armée israélienne depuis le massacre du 7 octobre 2023 perpétré par le Hamas et le début de la guerre à Gaza.